

Université d'Orléans  
Direction des affaires financières

**MARCHÉ PUBLIC**  
MARCHÉ DE TRAVAUX

# Travaux de réaménagement intérieur du R+3 et du R+5 du bâtiment Pascal de Polytech VINCI - Université d'Orléans

## Règlement de la consultation (RC)

Consultation n°	03TVX2026
Date limite de remise des plis	<b>20/03/2026 à 12 heures</b>
Procédure de passation	Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique)

## ACHETEUR ET OBJET DU CONTRAT

### ■ Acheteur :

#### Université d'Orléans

Direction des affaires financières

Représentant : Éric BLOND Président de l'Université d'Orléans

Adresse : Château de la Source

Avenue du Parc Floral

Orléans Cedex 2

45067 BP 6749

Téléphone : 0238492540

Courriel : [daf.achats@univ-orleans.fr](mailto:daf.achats@univ-orleans.fr)

Site internet : <http://www.univ-orleans.fr/>

### ■ Description de la prestation :












Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Travaux de réaménagement intérieur du R+3 et du R+5 du bâtiment Pascal de Polytech VINCI - Université d'Orléans**

L'opération consiste en le réaménagement des plateaux R+3 et R+5 du bâtiment Pascal de Polytech VINCI à l'Université d'Orléans.

Le R+5 sera principalement dédié à un usage tertiaire, tandis que le R+3 combinera des espaces pédagogiques et collaboratifs, avec la création d'une salle immersive.

Il s'agit d'une opération à tiroirs : les travaux sur le R+5 devront être finalisés pour accueillir ses usagers et libérer les locaux du R+3, avant le démarrage des travaux sur ce dernier.

### ■ Caractéristiques principales du contrat :

	Objet du contrat	Travaux de réaménagement intérieur du R+3 et du R+5 du bâtiment Pascal de Polytech VINCI - Université d'Orléans
	Acheteur	Université d'Orléans
	Type de contrat	Marché ordinaire de travaux
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	8 rue Léonard de VINCI, 45100 Orléans
	Délai	4 mois à la réception de l'ordre de service
	Développement durable	Clause environnementale
	Pénalités de retard	$P = V \times R / 1500$
	Variation des prix	Fermes et actualisables
	Nature des prix	Prix globaux forfaitaires
	Visite sur site	Visite obligatoire

### ■ Allotissement et structure de la consultation :

Le marché est traité en **macro-lot unique**, regroupant l'ensemble des prestations, afin d'assurer une coordination unifiée des interventions et une maîtrise du phasage dans le cadre de cette opération à tiroirs, générant de fortes interactions techniques entre corps d'état, rendant l'allotissement de nature à complexifier l'exécution des prestations.

Ainsi, il n'existe pas de lots distincts pour la passation ou l'exécution du présent marché.

Les CCTP et DPGF sont toutefois décomposés par étages et par lots techniques afin d'en faciliter la compréhension.

# 1. CARACTÉRISTIQUES DE LA PROCEDURE

---

## ■ Procédure de passation :

Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique).

## ■ Modalités de retrait du dossier de consultation :

Le dossier de consultation est disponible de manière électronique sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

## ■ Dossier de consultation :

Le dossier de consultation contient les documents suivants :

- Acte d'Engagement ;
- CCAP ;
- Règlement de la Consultation ;
- CCTP – R+3 & R+5 ;
- DPGF – R+3 & R+5 ;
- Cahier de plans – R+3 & R+5 ;
- Planning prévisionnel de chantier ;
- Diagnostics (DTA – DAAT – Rapport structure) ;
- PV Commission de sécurité de 2024 ;
- Rapport Initial de Contrôle Technique
- Plan Général de Coordination ;
- Fiche fournisseur ;
- Attestation de visite ;

L'acheteur se réserve le droit d'envoyer au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres (initiale ou modifiée) des modifications de détail sur le dossier de consultation.  
Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier de consultation modifié.

## ■ Délai de validité des offres :

Le délai de validité des offres est de **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

## ■ Visite sur site :

**« L'Université sera fermée pour la période des vacances d'hiver du 23/02/2026 au 27/02/2026 inclus.**

**Toute question ou demande de précision formulée durant cette période ne pourra recevoir de réponse qu'à compter du 2 mars 2026. »**

Une visite des lieux est obligatoire afin de participer au marché.

L'offre d'un candidat, qui n'a pas effectué cette visite sera déclarée irrégulière.

Les conditions de visites sont les suivantes :

Deux dates de visites, ont été fixées, soit le **mercredi 4 mars 2026 à 10h**, soit le **vendredi 6 mars 2026 à 10h**.

Chaque candidat, devra confirmer son inscription par mail, auprès du Maître d'Ouvrage, Benoit ROGER, à [benoit.roger@univ-orleans.fr](mailto:benoit.roger@univ-orleans.fr)

Une attestation de visite, devra être complétée et signée, et remise avec l'offre du candidat.

## ■ Communication et échanges d'informations par voie électronique :

Les communications et échanges s'effectueront pendant toute la consultation par voie électronique par le biais du profil acheteur à l'adresse suivante : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

## 2. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

### ■ Réponse et groupement :

Aucune forme particulière de groupement n'est imposée après attribution.

Conformément aux articles L1220-1 à L1220-3 du Code de la Commande publique et à l'arrêt du Conseil d'État n°436532 du 08/12/2020, si l'étude des offres démontre que plusieurs personnes morales différentes, qui constituent en principe des opérateurs économiques distincts, n'ont pas d'autonomie commerciale, résultant notamment des liens étroits entre leurs actionnaires ou leurs dirigeants, qui peut se manifester par l'absence totale ou partielle de moyens distincts ou la similarité de leurs offres, alors ces personnes morales seront regardées comme un seul et même soumissionnaire et seule sera retenue la dernière réponse déposée (article R2151-6 du Code de la commande publique).

Conformément à l'article R2142-4 du Code de la commande publique, une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché à peine d'irrégularité. Tous les groupements constitués des mêmes opérateurs économiques permutant leur responsabilité seront considérés comme un seul et même soumissionnaire.

### ■ Variantes :

Les variantes à l'initiative des candidats ne sont pas autorisées.

### ■ PSE (Prestations Supplémentaires Éventuelles) :

Conformément aux articles R.2151-8 à R.2151-11 du Code de la commande publique, l'acheteur prévoit une Prestation Supplémentaire Éventuelle (PSE) : Remplacement des faux-plafonds des bureaux 510, 511 et 512 du niveau R+5.

Le descriptif de la PSE se trouve dans le CCTP du R+5.

Les candidats doivent impérativement :

- Chiffrer cette PSE dans l'Acte d'Engagement et dans la DPGF,
- Fournir les fiches techniques des matériaux proposés,
- Intégrer les incidences éventuelles sur le planning d'exécution.

La PSE est analysée selon les mêmes critères que l'offre du marché initial.

L'acheteur se réserve la possibilité :

- De retenir ou non la PSE lors de l'attribution,
- Sans que cela ne modifie les critères d'analyse.

La décision de retenir ou non la PSE sera indiquée dans le rapport d'analyse des offres et dans la notification du marché.

### ■ Prestations similaires :

Conformément à l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur pourra confier au titulaire, sans nouvelle mise en concurrence, l'exécution de prestations similaires à celles prévues au présent marché.

Ces prestations similaires pourront être engagées si, au cours de l'opération de réaménagement intérieur des niveaux R+3 et R+5 du bâtiment Pascal de Polytech VINCI, l'acheteur identifie des besoins complémentaires :

- De même nature technique que les travaux du marché initial ;
- Se situant dans le même bâtiment ou dans des zones directement liées à l'opération ;
- Nécessaires à la continuité technique ou fonctionnelle du chantier, notamment dans le cadre du phasage « à tiroirs » entre les niveaux R+5 et R+3 ;
- Ne modifiant pas l'objet global du marché initial.

Le montant des prestations similaires sera déterminé par négociation avec le titulaire, dans le respect des règles applicables aux marchés publics.

■ **Contenu des plis et conditions de participation :**

A l'appui de leur candidature, les candidats doivent fournir les documents suivants :

Document	Descriptif
<b>Situation juridique</b>	
Déclaration du candidat (DC2)	<i>Déclaration du candidat individuelle ou du membre du groupement (DC2 disponible sur le site du Ministère de l'Economie).</i>
Extrait KBIS ou INSEE	<i>Extrait K, Extrait KBIS ou Extrait D1 ou tout document équivalent délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente du pays d'origine ou d'établissement du candidat attestant de l'absence de cas d'exclusion.</i>
Lettre de candidature (DC1)	<i>Lettre de candidature Habilitation du mandataire par ses cotraitants (DC1 disponible sur le site du Ministère de l'Economie).</i>
<b>Capacité économique et financière</b>	
Certificat de régularité fiscale	<i>Attestation délivrée par la DGFIP certifiant de la régularité de la situation de l'attributaire au regard de ses obligations fiscales.</i>
Chiffre d'affaires	<i>Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.</i>
<b>Capacité technique et professionnelle : minima exigés</b>	
Références Travaux	<i>Liste des travaux exécutés (5 dernières années) avec attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants, montant, époque, lieu d'exécution et précision s'ils ont été faits selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin.</i>
Moyens humains	<i>Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.</i>
Moyens techniques	<i>Déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation de marchés de même nature.</i>
<b>Autres justificatifs</b>	
Assurance responsabilité civile	<i>La plus récente.</i>
Attestation URSSAF	<i>La plus récente.</i>

**Présentation des documents :** le candidat devra présenter ces documents soit dans des fichiers distincts (exemple : DC1.pdf, DC2.pdf), soit dans un même document (exemple : candidature.pdf) avec un sommaire et les numéros de page détaillant le contenu du document.

Le candidat peut remettre un document unique de marché européen (DUME) rédigé en français en lieu et place des documents et renseignements demandés par l'acheteur aux fins de vérification de l'aptitude à répondre aux marchés publics, de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ainsi que des capacités techniques et professionnelles.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que l'acheteur peut obtenir par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

En outre, pour chaque sous-traitant mentionné dans l'offre, le candidat devra joindre :

- les capacités professionnelles et financières du sous-traitant ;
- une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

L'offre des candidats est composée des documents suivants :

Document	Descriptif
Acte d'engagement	<i>L'acte d'engagement (imprimé type ATTRI 1) est à compléter, dater et signer par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du marché. Le document devra être signé.</i>
DPGF – R+3 & R+5	<i>Décomposition du prix global et forfaitaire. Le document devra être signé.</i>
Mémoire technique	<i>Mémoire technique</i>
Planning d'exécution des travaux	<i>Planning prévisionnel des travaux intégrant de manière claire les phases de travaux, les OPR, les phases de réception partielle et finale, ainsi que la période dédiée à la logistique liée au déménagement.</i>
Plan d'installation de chantier	<i>Plan d'installation de chantier</i>
Attestation de visite	<i>Joindre le certificat de visite obligatoire.</i>
Coordonnées Bancaires	<i>Joindre un RIB / RIP.</i>
Fiche fournisseur	<i>La fiche fournisseur doit être complétée obligatoirement de manière informatique et accompagnée d'un RIB. Tout règlement est conditionné à ces deux éléments.</i>

#### ■ Modalités de remise des offres :

Les offres doivent être déposées avant les dates et heures limites indiquées en page de garde, de **manière électronique** sur le profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les copies de sauvegarde et les éléments de la proposition qui ne peuvent être transmis par voie électronique doivent être adressés à :

Contact : [daf.achats@univ-orleans.fr](mailto:daf.achats@univ-orleans.fr)

Les candidats doivent satisfaire aux prérequis techniques décrits par le profil d'acheteur. Les conditions d'utilisation de la plateforme telles que les formats de documents acceptés, l'organisation, le nommage et la taille totale des plis acceptés, les fonctions d'horodatage, le contrôle des logiciels malveillants peuvent être consultées sur le profil d'acheteur.

La transmission des plis avant les date et heure limites de la consultation est effectuée sous la seule responsabilité des candidats. Il leur est fortement conseillé de procéder au dépôt suffisamment à l'avance avant l'heure de clôture en particulier si les plis sont volumineux. En cas de dépôts successifs, le dernier dépôt doit contenir l'ensemble des pièces exigées.

Tous les plis sont horodatés et font l'objet après dépôt d'un accusé de bonne réception délivré par le profil acheteur. Dans le cas de candidatures groupées, le mandataire assure la sécurité et l'authenticité des informations transmises au nom des membres du groupement.

Les candidats peuvent transmettre une copie de sauvegarde de leur pli électronique. Elle peut être envoyée sur support physique électronique, ou support papier, qui doit être placée dans un pli scellé, comporter sur l'enveloppe le numéro de la consultation et le nom du candidat. Ce pli est adressé en recommandé avec avis de réception ou remis en main propre contre récépissé à l'adresse indiquée ci-avant.

Durant toute la procédure, tous les échanges avec l'acheteur se font de manière électronique via le profil d'acheteur. Les candidats sont invités à alerter l'acheteur sur d'éventuelles erreurs matérielles ou contrariétés d'informations contenues dans les documents de la consultation afin de lever toute ambiguïté en adressant un message sur le profil d'acheteur. En cas de problème rencontré sur la plateforme, les candidats sont invités à contacter le support technique mis en place sur le profil d'acheteur.

La notification des échanges électroniques se faisant au moyen de la messagerie électronique, les candidats sont appelés à une vigilance particulière. Le candidat détenant un compte est responsable du paramétrage et de la surveillance de la messagerie (adresse courriel durable, redirection automatique, utilisation d'antispam) et doit s'assurer que les messages envoyés par le profil d'acheteur ne seront pas traités comme des courriels indésirables.

Les propositions doivent être remises en euros et rédigées en langue française. Si les propositions sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français.

Les propositions n'ont pas à être remises signées par les candidats. Le contrat sera signé par le seul attributaire de manière électronique.

Le candidat s'engage à ce que l'offre signée soit conforme à celle retenue par l'acheteur. Si le candidat ne respecte pas son engagement, son offre est rejetée et le contrat attribué au candidat classé en seconde position.

Le candidat doit disposer d'un certificat valide et conforme aux exigences du règlement de l'Union européenne « eIDAS » du 23 juillet 2014 (n°910/2014/UE), délivré par l'un des organismes agréés par l'Agence nationale pour la sécurité des systèmes d'information (ANSSI). A défaut de certificat, les candidats sont invités à se rapprocher d'un organisme agréé avant de procéder à la commande. Le délai de commande d'un certificat pouvant prendre entre 8 et 15 jours, il est fortement recommandé d'anticiper cette opération. Le certificat doit être détenu par une personne ayant la capacité d'engager le candidat dans le cadre de la présente consultation.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique dans la commande publique, le candidat est informé qu'il peut utiliser l'outil de signature électronique de son choix, comme celui mis à disposition par le profil d'acheteur, et signer les documents au format XAdES, CAdES ou PAdES. Pour des raisons d'interopérabilité, le format PAdES est recommandé.

Pour plus d'informations sur les certificats :

<https://cyber.gouv.fr/la-liste-nationale-de-confiance>

<https://cyber.gouv.fr/obtenir-un-certificat-de-signature-electronique>

#### ■ Régularisation des propositions :

En cas de constatation que des pièces ou informations de candidature sont absentes ou incomplètes, l'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats concernés de compléter leur dossier de candidature.

L'acheteur se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière de régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Les justificatifs non substantiels manquants devront alors être fournis dans le délai fixé par l'acheteur à défaut de quoi l'offre du candidat sera définitivement rejetée. Cette régularisation ne peut avoir pour effet de modifier les caractéristiques substantielles des offres.

### 3. JUGEMENT DES OFFRES ET ATTRIBUTION

#### ■ Critères de sélection des candidats :

Seules les candidatures comportant l'ensemble des documents et renseignements demandés seront examinées.

Les offres sont analysées et classées en fonction des critères suivants :

Niveau	Intitulé	Pondération	Correspondance en points
<b>1.</b>	<b>Prix des prestations</b>	<b>40%</b>	<b>8PTS</b>
1.1	Prix base (€ HT) à partir de la DPGF → Note sur 20 (prix final le plus bas / prix du candidat × 20)		8PTS
<b>2.</b>	<b>Valeur technique</b>	<b>25%</b>	<b>5PTS</b>
2.1.	Moyens humains et technique, quantitativement et qualitativement qui seront affectés au chantier, en fournissant les CV des intervenants	40%	2,00PTS
2.2.	Dispositions prises pour l'organisation du chantier, afin d'assurer la sécurité des usagers, la propreté et la remise en état des lieux, ainsi que la maîtrise des nuisances (bruits, poussières, ...) dans le cadre d'un chantier en site occupé	30%	1,50PTS
2.3.	Principales fiches techniques des matériaux et équipements nécessaires à la réalisation des travaux, en vue de déterminer leur qualité et leurs performances	30%	1,50PTS
<b>3.</b>	<b>Délai d'exécution</b>	<b>25%</b>	<b>5PTS</b>
3.1.	Cohérence et optimisation du planning d'exécution au regard du phasage séquencé de l'opération, notamment dans la gestion et l'enchaînement des interventions.		5PTS
<b>4.</b>	<b>Valeur environnementale</b>	<b>10%</b>	<b>2PTS</b>
4.1.	Description des engagements du soumissionnaire pris en matière de gestion des déchets (traçabilité, évacuation, traitement)	50%	1PTS
4.2.	Description de ses engagements pris en matière de protection de l'environnement au travers du choix de ses matériaux et produits utilisés, ou de ses procédures de mise en œuvre (qualité, nature, durabilité)	50%	1PTS

Barème de notation des sous-critères (Hors critère prix)	<p><b>0%</b> - Absence de réponse ou réponse non conforme aux attentes du cahier des charges</p> <p><b>25%</b> - Réponse insuffisante - répond de manière partielle, imprécise à la question et/ou au besoin exprimé</p> <p><b>50%</b> - Réponse moyenne - réponse correcte mais peu développée, répondant de manière moyenne à la question et/ou au besoin exprimé</p> <p><b>75 %</b> - Réponse satisfaisante - apporte une réponse bonne à la question et/ou au besoin exprimé, mais manque de précisions ou de clarté</p> <p><b>100%</b> - Réponse très satisfaisante - apporte une réponse adaptée, précise et détaillée à la question et/ou au besoin exprimé</p>
--	--

#### Modalités de calcul des notes :

Les sous-critères sont notés : **Sur 20**, la note pondérée est obtenue par multiplication du pourcentage de pondération.  
La note totale est notée : d'abord obtenue par addition des notes des sous-critères, puis des notes des critères sur **20,00**

#### Les offres sont rejetées sans être classées dans les cas suivants :

Offre hors délai	Lorsque le pli est reçu par l'acheteur après la date et l'heure limite fixée dans la consultation.
Offre anormalement basse	Le prix est manifestement sous-évalué, de nature à compromettre la bonne exécution du contrat, et le fournisseur n'apporte pas de justification du prix après demande de l'acheteur, notamment au regard du mode de fabrication, de la solution technique, de l'originalité, de la réglementation applicable ou d'une aide d'Etat. L'offre est rejetée en l'absence de justifications suffisantes après demande adressée par l'acheteur
Offre inappropriée	L'offre est sans rapport avec les besoins ou exigences exprimés par l'acheteur.
Offre irrégulière	L'offre ne respecte pas les exigences formulées pour la consultation, est incomplète ou méconnaît la législation applicable en matière sociale ou environnementale, malgré une éventuelle demande de régularisation par l'acheteur.
Offre inacceptable	Le prix excède les crédits budgétaires alloués par l'acheteur au contrat.



#### ■ Offres anormalement basses :

Conformément aux articles R2152-3 à R2152-5 du Code de la commande publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande de justification du prix ou des coûts proposés assortie d'un délai impératif de réponse. Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

#### ■ Négociations :

L'Université se réserve la possibilité d'engager des négociations dans les conditions suivantes :

- Les négociations seront ouvertes avec les cinq (5) candidats les mieux classés à l'ouverture des offres. Ainsi un classement avant négociation sera donc effectué selon les critères annoncés.
- Les négociations pourront porter sur tous les éléments constitutifs de l'offre en dehors de l'objet du contrat et des critères de sélection.
- Elles seront conduites dans le respect des principes d'égalité de traitement des candidats et de confidentialité des offres. Les échanges résultant de la négociation seront formalisés par écrit. À l'achèvement des négociations, les offres feront l'objet d'un classement final.

Toutefois l'acheteur pourra attribuer le contrat sur la base des offres initiales sans négociation. L'acheteur pourra aussi mettre fin à la négociation à tout moment.

## 4. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

---

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats font parvenir leur demande au plus tard **8 jours** avant la date limite de remise des offres leurs questions par voie électronique sur le profil acheteur <https://www.marches-publics.gouv.fr>. La réponse est adressée au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres à tous les candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sous réserve d'avoir indiqué un courriel valide. Aucune réponse ne sera apportée après ce délai

#### ■ Voies et délais de recours

Les recours contentieux ouverts aux candidats sont les suivants :

- Référé précontractuel avant la signature du contrat (articles L.551-1 à 12 du Code de Justice Administrative) ;
- Référé contractuel après la signature du contrat, dans les 31 jours qui suivent la publication de l'avis d'attribution du contrat, ou, à défaut d'un tel avis, dans les six mois qui suivent la date de conclusion de celui-ci (dans les conditions décrites aux articles L.551-13 à 23 du même code) ;
- soit d'un recours en contestation de la validité du contrat, conformément à la décision du Conseil d'Etat du 4 avril 2014 n°358994 "Tarn et Garonne", dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution ou à défaut de toute autre mesure de publicité concernant la conclusion du contrat.

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier à :

**Tribunal administratif d'Orléans**  
**28 rue de la Bretonnerie**  
**ORLEANS**  
**45057**  
**Téléphone : 02 38 77 59 00**  
**Courriel : [greffe.ta-orleans@juradm.fr](mailto:greffe.ta-orleans@juradm.fr)**  
**Télécopie : 02 38 53 85 16**

**Utilisation des données à caractère personnel fournies dans le cadre de la présente consultation :**

L'acheteur s'engage à garantir la confidentialité des informations communiquées par les opérateurs économiques notamment en matière industrielle et commerciale. Conformément au règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel du 27 avril 2016, les opérateurs économiques sont avisés que les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les informations collectées dans le cadre de la présente consultation sont exploitées uniquement à des fins de vérification de conformité, d'analyse des candidatures et des offres présentées, de suivi et de traçabilité de la procédure.

**Communication aux tiers :** Les données personnelles susceptibles d'être contenues dans les documents fournis dans le cadre de la présente consultation ne seront jamais communiquées à des tiers non-habilités et hors des objectifs précédemment rappelés.

**Droits d'accès, de rectification, de suppression :** Conformément au règlement (UE) 2016/679, les personnes dont les données à caractère personnel sont collectées disposent d'un droit d'accès, de rectification et d'effacement des informations qui les concernent. Elles peuvent également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement de ces données. L'exercice de ces droits ne peut être effectué en premier lieu qu'auprès du service acheteur visé au présent règlement de consultation, le cas échéant l'acheteur mandataire du groupement, puis, si nécessaire, auprès du délégué de la protection des données désigné comme tel par l'acheteur : 30 JOURS ou enfin, directement auprès de la CNIL ([www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)).

**Durée de conservation des données personnelles :** Les données personnelles sont conservées au même titre et conditions d'archivage que celles prévues aux articles R2184-12 et R2184-13 du Code de la commande publique.



**Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :**

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)  
[Formulaires candidats \(DAJ\)](#)  
[Médiateur des entreprises](#)  
[CCAG Travaux du 30 mars 2021](#)